



Lundi 2 mars 2026

## Travailleurs, travailleuses, faisons entendre notre voix par nos luttes

**Les tambouilles d'entre-deux tours des municipales battent leur plein. Mais leurs enjeux n'ont rien à voir avec les angoisses du monde du travail et de la jeunesse, salaires, emplois, logements, prix à la pompe, ni avec notre avenir dans un monde ravagé par les guerres.**

C'est l'abstention qui est sortie gagnante dimanche. Les secteurs les plus ouvriers ont le moins voté, dégoûtés par des politiques qui, de droite comme de gauche, n'ont fait que porter des coups au monde du travail. À cette abstention populaire s'ajoutent les cinq millions de travailleurs et de travailleuses étrangers qui n'ont pas le droit de vote bien qu'ils vivent, travaillent et payent des impôts ici. Ces élections, comme toutes, offrent une image déformée de l'opinion, où les travailleurs sont sous-représentés.

Le bloc du centre, du PS de Hollande aux LR de Wauquiez en passant par les macronistes, a subi un recul. Quoi de plus normal ? Par le nouveau budget, ils viennent de voter la suppression de 20 000 emplois dans l'hôpital public, des coupes dans l'éducation nationale, la culture et les transports... Au nom d'une « austérité » à deux vitesses puisque l'armée et ses fournisseurs comme Dassault voient leur budget augmenter de plus de 7 % et que les grands groupes continuent à être arrosés d'argent public.

Ces politiciens qui nous font subir toutes ces attaques se disent impuissants à bloquer le prix de l'essence alors que Total profite de la guerre de Trump contre l'Iran en faisant les poches de ceux qui prennent leur voiture pour se rendre au travail ! Les mêmes se disent inquiets de la montée du RN ? Mais quelle est la différence entre Bardella, Retailleau ou Darmanin ? Ils partagent la politique pro-patronale et les attaques racistes, qui visent à diviser le monde du travail pour mieux l'exploiter.

L'extrême droite est tout autant du côté des riches que les macronistes. Mais elle charrie encore plus de violence sociale et politique et encore plus de racisme comme l'ont montré les marches d'hommage au jeune néo-nazi mort à Lyon. Ce sont les pires ennemis des travailleurs et des travailleuses. Leur progression électorale, c'est 40 ans de politiques anti sociales et racistes de droite comme

de gauche, mais aussi des logiques d'unions électorales sans principes pour des places.

Le fait que les listes de la France insoumise aient progressé, dans un contexte de diabolisation indigne, y compris de la part des Verts ou du PS, montre qu'une partie de notre camp social ne veut pas se laisser enfermer dans une alternance Macron-Le Pen.

Mélenchon appelle à un « front antifasciste », une tentative de ressusciter le « nouveau front populaire ». Comment des alliances avec le PS, parti qui a dégoûté les électeurs de gauche et fait monter le RN, pourraient... lui barrer la route ? Aucune solution ne viendra des urnes.

***Les travailleurs et les travailleuses produisent tout, ils doivent décider de tout !***

Il n'y a pas de fatalité. Seules nos luttes et notre intervention militante peuvent bouleverser le scénario d'une victoire du RN en 2027. Plus de cent mille travailleurs, travailleuses et jeunes ont exprimé cette perspective en votant pour l'extrême gauche révolutionnaire, notamment pour Lutte ouvrière, le NPA-R, le Parti des travailleurs ou Révolution permanente, dont les scores, certes modestes, connaissent une progression par rapport à 2020.

La force des travailleurs vient de leur rôle dans la société, de leur capacité à tout produire comme à tout bloquer. C'est dans la lutte de classe, par la grève, que le rapport de force avec le patronat peut changer. C'est aussi comme cela que nous pourrions nous opposer à la marche à la guerre dans laquelle Macron et tous ses prétendus opposants, du PS au RN, voudraient nous entraîner. Mais pour cela il faut se doter d'un plan pour nos luttes. Les batailles qui nous attendent ne se joueront pas dimanche prochain au second tour, mais dans la rue et dans les entreprises !

**Déluges de promesses avant déluges d'attaques**

Pas de fermeture, pas de plan de licenciement économiques, emplois garantis pour tous au-delà de 2030, relance de l'usine pour les 30 prochaines années, hypothèse d'une nouvelle voiture... La direction multiplie les promesses pour rassurer et pour pouvoir nous faire produire sans contestation.

Mais autant de promesses, c'est plus que suspect : elle prépare évidemment un mauvais coup.

**Ça ne remplace pas une augmentation**

Nous avons payé trop de cotisation mutuelle et prévoyance, maintenant la direction réfléchit à ne pas nous faire cotiser pendant plusieurs mois. Et il faudrait qu'on la remercie ? Ce serait le minimum qu'elle suspende les cotisations. Le mieux c'est qu'elle prenne définitivement tout à sa charge à 100 %, au vu de nos petits salaires.

Ce qu'on veut surtout ce sont de vraies augmentations de salaire, et ça devient encore plus urgent avec les prix du carburant.

**Les caprices de la direction**

On chôme plusieurs jours en mars, mais à ce jour la direction refuse de positionner le chômage le jeudi 19 mars : une journée qui arrangerait beaucoup de salariés. C'est aberrant surtout qu'on va passer à 1 équipe et encore beaucoup chômer.

**On y est, on y reste**

Nous sommes convoqués à des entretiens avec nos RU. La direction les oblige à nous demander si on veut changer d'usine temporairement ou définitivement, ou si on veut quitter le groupe Stellantis. Mais pourquoi renoncer à notre poste alors que le directeur dit que l'usine va tourner jusqu'en 2056.

On nous aurait menti ??

**La curiosité est un vilain défaut**

Les salariés de plus de 58 ans sont spécialement convoqués par le service du personnel : l'employeur veut connaître nos relevés de carrières, pour pouvoir estimer à quel âge on peut prétendre à une retraite et anticiper leur gestion des effectifs.

Les relevés de carrières sont des informations privées, on n'est pas obligé de les donner. De leur côté, ils ne nous donnent pas non plus la date de fermeture du site qu'ils prévoient.

Quand on voudra partir en retraite ou pré-retraite, on les sonnera !

**Les bouchons aussi dans les oreilles**

En sortie d'usine, vers Poissy, c'est toujours la galère avec les travaux. La direction pourrait améliorer la situation, mais elle n'écoute rien, elle ne pense qu'à sa production.

**Un parasite jusqu'au bout et même après**

Tavares n'a pas travaillé une seule heure pour le groupe Stellantis en 2025 mais il a touché 12 millions d'euros. Ce licencié de luxe a gagné plus que le salaire de son successeur, l'actuel Directeur général Antonio Filosa (5,4 millions d'euros).

Les PDG se remplissent bien les poches avec notre travail, pendant que pour nous c'est 1 % d'augmentation et 0 en prime.

**La course au profit qui mène dans le mur**

Enfin Volkswagen va supprimer 50 000 emplois en Allemagne d'ici 2030 au lieu des 35 000 annoncés en décembre 2024.

Le groupe massacre l'emploi alors qu'il a fait 6,9 milliards de profits en 2025... mais ce n'est pas assez pour les capitalistes.

**Une seule protection fiable : la lutte**

Avant, les syndicats allemands de Volkswagen et les politiciens expliquaient que des accords négociés protégeaient les salariés. On voit bien aujourd'hui que c'est du pipeau.

Ce qui protège les salariés ce sont les solidarités entre travailleurs et leurs luttes, pas des bouts de papiers que le patron peut mettre à la poubelle du jour au lendemain.

**Drones à l'usine du Mans : silence dans les rangs**

Renault a donc décidé de fabriquer des drones militaires à l'usine du Mans, avec l'entreprise d'armement Turgis-Gaillard. Les 2 000 salariés qui ont appris cela par la presse étaient loin d'être ravis, car aucun n'a signé pour fabriquer des armes.

La meilleure manière de refuser le militarisme et le bourrage de crâne, c'est d'assumer une position claire : non à la guerre des capitalistes et à leurs engins de mort.

**Ceux qui s'en mettent plein les poches et les autres**

La grande distribution et l'État se rejettent la faute de l'augmentation de l'essence. De part et d'autre, belle hypocrisie.

Selon l'Union française des industries pétrolières, le prix du litre de carburant se compose environ de 30 % du coût des matières premières, de 50 à 55 % de taxes et de 15 à 20% de coûts de distribution.

Lorsque ce prix augmente, les recettes de l'État aussi mais les distributeurs en profitent toujours pour se faire un peu de marge. S'ils affichent immédiatement à la pompe la hausse du prix mondial du pétrole (même lorsqu'ils ont des stocks payés à l'ancien prix), ils attendent souvent plusieurs jours, voire plusieurs semaines, pour répercuter les baisses.

Il n'y a que l'automobiliste obligé de prendre sa voiture pour aller travailler qui se fait plumer.